



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2000/L.76/Rev.1
25 avril 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 17 de l'ordre du jour

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Algérie*, Angola*, Chine, Congo, Cuba, Égypte*, Érythrée*, Ghana*, Guinée*, Haïti*,
Iraq*, Jamahiriya arabe libyenne*, Madagascar, Malaisie*, Mexique, Pakistan,
République démocratique du Congo*, République démocratique populaire de Corée*,
République-Unie de Tanzanie*, Rwanda, Soudan*, Togo*, Viet Nam*, Yémen*
et Zambie : projet de résolution révisé

2000/... Promotion du droit à un ordre international démocratique et équitable

La Commission des droits de l'homme,

Réaffirmant l'attachement de tous les États Membres aux buts et principes inscrits dans
la Charte des Nations Unies,

Affirmant que le renforcement de la coopération internationale à la promotion et à la
protection de tous les droits de l'homme devrait se poursuivre en pleine conformité avec les
objectifs et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international et, en particulier,
dans le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et du principe du
non-recours à la force ou à la menace dans les relations internationales,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant le préambule de la Charte des Nations Unies, en particulier la détermination des peuples des Nations Unies de proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

Réaffirmant que toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent y trouver plein effet,

Rappelant la détermination, exprimée dans le préambule de la Charte des Nations Unies, de préserver les générations futures du fléau de la guerre, de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, de pratiquer la tolérance et de vivre en bon voisinage et de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

Considérant les importants changements qui se produisent sur la scène internationale et le fait que tous les peuples aspirent à l'instauration d'un ordre international reposant sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, laquelle souligne notamment la nécessité de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous ainsi que le respect du principe de l'égalité de droits et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et sur la paix, la démocratie, la justice, l'égalité, l'état de droit, le pluralisme, le développement, l'amélioration des conditions de vie et la solidarité,

Considérant aussi que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de langue ou de religion,

Réaffirmant que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement et que la démocratie est fondée sur la volonté, librement exprimée, du peuple qui détermine le système politique, économique, social et culturel qui sera le sien et sur sa pleine participation à tous les aspects de la vie de la société,

Soulignant que la démocratie est un concept politique qui a aussi des dimensions économiques et sociales,

Reconnaissant que la démocratie, le respect de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, une gestion des affaires publiques et une administration transparentes et responsables dans tous les secteurs de la société, ainsi qu'une véritable participation de la société civile sont des éléments essentiels des fondements nécessaires à un développement durable axé sur la société et les individus;

Soulignant aussi que la communauté internationale est dans l'obligation morale de faire cesser la marginalisation de plusieurs pays, d'inverser ce processus et de faire en sorte que ces pays jouissent sans tarder des avantages de la mondialisation et de l'interdépendance,

Résolue, au seuil d'un siècle et d'un millénaire nouveaux, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour garantir un ordre international démocratique et équitable,

1. Affirme que chacun peut prétendre à un ordre international démocratique et équitable;
2. Affirme également qu'un ordre international démocratique et équitable favorise la pleine jouissance de tous les droits de l'homme pour tous;

3. Affirme en outre qu'un ordre international démocratique et équitable exige, entre autres, la réalisation des droits ci-après :

- a) Le droit de tous les peuples à l'autodétermination, en vertu duquel ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel;

- b) Le droit de souveraineté permanent des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles;

- c) Le droit de chaque personne humaine et de tous les peuples au développement;

- d) Le droit des peuples à la paix;

- e) Le droit à un ordre économique international fondé sur une participation égale au processus décisionnel, l'interdépendance, l'intérêt mutuel, la solidarité et la coopération entre tous les États;

- f) Le droit à la solidarité, en vertu duquel tous les peuples et toutes les nations peuvent prétendre à une aide internationale afin de pouvoir réaliser le droit au développement et, notamment, éradiquer la pauvreté, l'analphabétisme et la faim, et combattre les conséquences de situations d'urgence telles que les catastrophes naturelles;

- g) Le droit de chacun à des institutions internationales transparentes, démocratiques, justes et responsables dans tous les domaines de la coopération, en particulier par la mise en

œuvre du principe d'une participation pleine et égale aux mécanismes décisionnels de ces différentes institutions;

h) Le droit, pour les personnes de toutes les régions et de tous les pays, à un accès égal à la fonction publique internationale de manière à assurer une représentation régionale équitable et respectueuse de l'équilibre entre les sexes;

i) Le droit à un ordre international de l'information et de la communication libre, juste, efficace et équilibré;

j) Le droit de chacun à une coopération culturelle de nature à favoriser et à protéger la variété et la diversité des cultures dans le monde entier;

k) Le droit de chacun à un environnement sain;

l) Le droit de chacun à un accès équitable aux avantages de la distribution internationale des richesses par un renforcement de la coopération internationale, notamment au niveau des relations économiques, commerciales et financières internationales;

m) Le droit de chacun à la propriété du patrimoine commun de l'humanité;

4. Souligne qu'il importe, lors du renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, de préserver la richesse et la diversité de la communauté internationale des nations et des peuples et de respecter les particularités nationales et régionales ainsi que les divers contextes historiques, culturels et religieux;

5. Réaffirme que tous les États doivent promouvoir l'instauration, le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et doivent, à cette fin, faire tout leur possible pour réaliser le désarmement général et complet sous un contrôle international effectif et pour assurer que les ressources libérées à la suite de mesures effectives de désarmement soient employées aux fins du développement global, en particulier celui des pays en développement;

6. Rappelle que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont proclamé leur détermination de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en développement et assurera dans la paix et la justice aux générations présentes et futures un développement économique et social qui ira en s'accélégrant;

7. Souligne l'importance de la coopération internationale pour l'établissement d'un nouvel équilibre et d'une plus grande réciprocité dans la circulation internationale de l'information, notamment en corrigeant les inégalités au niveau de la circulation de l'information à destination des pays en développement et en provenance de ceux-ci;
8. Réaffirme que la communauté internationale devrait concevoir des moyens pour éliminer les obstacles actuels, faire face aux difficultés qui entravent la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et mettre fin aux violations continues de ces droits qui en résultent dans le monde entier;
9. Exhorte les États à continuer de s'efforcer, par une coopération internationale renforcée, de créer un ordre international démocratique et équitable;
10. Prie la Commission des droits de l'homme, les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les mécanismes de la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme d'accorder l'attention voulue, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à la présente résolution et de contribuer à sa mise en œuvre;
11. Prie la Haut-Commissaire de rendre compte, dans le rapport qu'elle présentera à la Commission à sa cinquante-septième session, des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la présente résolution;
12. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention des États Membres, organes, organismes et autres composantes du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, en particulier des institutions de Bretton Woods, et des organisations non gouvernementales et de la diffuser le plus largement possible;
13. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-septième session au titre du même point de l'ordre du jour.
